

Écrit par le 2 juillet 2026

La Chambre régionale des comptes dévoile son rapport sur la commune du Thor



[La Chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) a examiné les comptes et la gestion de la commune du Thor, pour les exercices 2019 et suivants. Elle vient de dévoiler [son rapport](#) dont nous vous proposons la synthèse.

« La commune du Thor a mis en œuvre un programme d'investissements ambitieux entre 2019 et 2024, représentant 19M€ de dépenses, précise [la Chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) dans la synthèse de son rapport sur la gestion de la Ville. Les opérations d'investissement les plus significatives ont concerné l'aménagement du centre-ville et du quartier de la gare (5M€), les travaux de voirie (2,3M€) et la construction d'un boulodrome (2,6M€). »

Détérioration de la capacité d'autofinancement brute

« La capacité d'autofinancement brute de la commune s'est détériorée, passant de 1,4M€ en 2019 à 0,8M€ en 2023, et limitant sa marge de manœuvre pour financer les investissements. Si une amélioration de l'épargne est constatée en 2024, une nouvelle dégradation était attendue dans le budget 2025. Les charges de gestion ont augmenté de 32% entre 2019 et 2024, passant de 6,8M€ à près de 9M€. Cette

Ecrit par le 2 juillet 2026

hausse a concerné toutes les composantes des charges : dépenses de personnel, charges à caractère général et contributions versées aux établissements publics et aux associations locales. »

Une trésorerie encore confortable

« Pour y faire face, les produits de gestion ont progressé de 28%, atteignant 10,6M€ en 2024. Cette augmentation résulte principalement de la revalorisation des bases d'imposition et de la hausse du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties en 2024. Cette hausse s'est trouvée cependant partiellement annihilée par la diminution de la dotation globale de fonctionnement. La trésorerie de la commune demeure encore confortable et les délais de paiements des fournisseurs sont satisfaisants. »

[Retrouver ici la réponse du maire du Thor aux observations de la Chambre régionale des comptes de Paca](#)

L'école de musique et le nouveau boulodrome pèsent sur les finances

« L'encours de la dette a progressé (7,9M€ fin 2024) et le niveau d'endettement est désormais supérieur à la moyenne des communes de taille comparable, poursuit la Chambre régionale. Il convient par conséquent de limiter le recours à l'emprunt afin de préserver les marges de manœuvre financières de la commune. Deux opérations récentes, dont le rayonnement dépasse les limites territoriales de la commune pèsent sur le budget communal : la reprise en régie de l'école de musique et de danse, précédemment gérée par un syndicat mixte, et la construction du nouveau boulodrome. »

Un tissu associatif dynamique

« Par ailleurs, la commune soutient un tissu associatif dynamique, mais les subventions qui leur sont octroyées en nature ne font l'objet d'aucune valorisation. La participation de la collectivité par voie de subvention, aux travaux touchant le canal Saint-Julien, qui relève d'une association syndicale autorisée, soulève des questions juridiques, comptables et financières en raison des incertitudes sur la nature réelle des travaux. En matière de gestion des ressources humaines, la commune doit fiabiliser le suivi des effectifs, mettre en place un contrôle automatisé du temps de travail et sécuriser la gestion des véhicules municipaux. »

L.G.

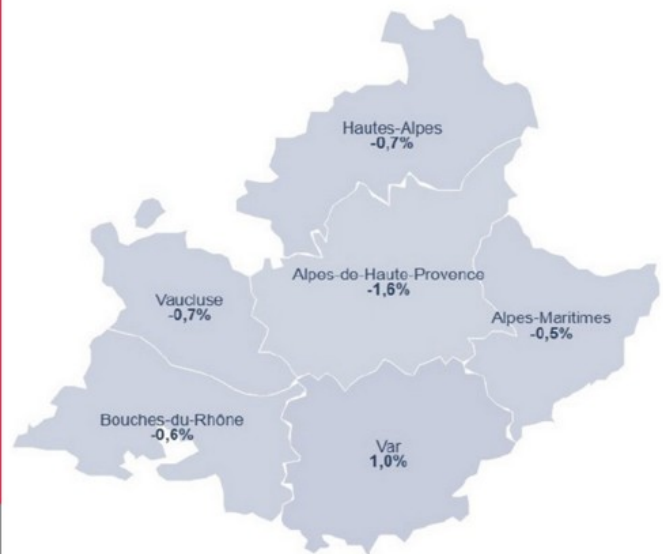
Les recommandations de la Chambre régionale

- Recommandation n° 1. : Constituer les provisions nécessaires à la couverture des risques connus par la commune.
- Recommandation n° 2. : Mettre fin à la convention avec la communauté de communes « Pays des Sorgues Monts de Vaucluse » pour la fourniture des repas à la crèche de l'Arlequine.
- Recommandation n° 3. : Valoriser les aides en nature et conclure des conventions avec les associations bénéficiant d'un soutien évalué à plus de 23 000€.
- Recommandation n° 4. : Soumettre le plan pluriannuel d'investissements à l'assemblée délibérante.
- Recommandation n° 5. : Soumettre les prestations de communication aux règles de mise en concurrence prévues par le code de la commande publique.

Écrit par le 2 juillet 2026

- Recommandation n° 6. : Mettre fin sans délai à la mise à disposition gratuite des agents de la commune au centre communal d'action sociale.
- Recommandation n° 7. : Mettre en place un système de contrôle automatisé du temps de travail pour se conformer aux dispositions du décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 et du décret n° 2020-592 du 15 mai 2020.
- Recommandation n° 8. : Adopter une délibération sur les astreintes qui liste les emplois y ouvrant droit.

L'économie vauclusienne en recul au 1er trimestre 2026

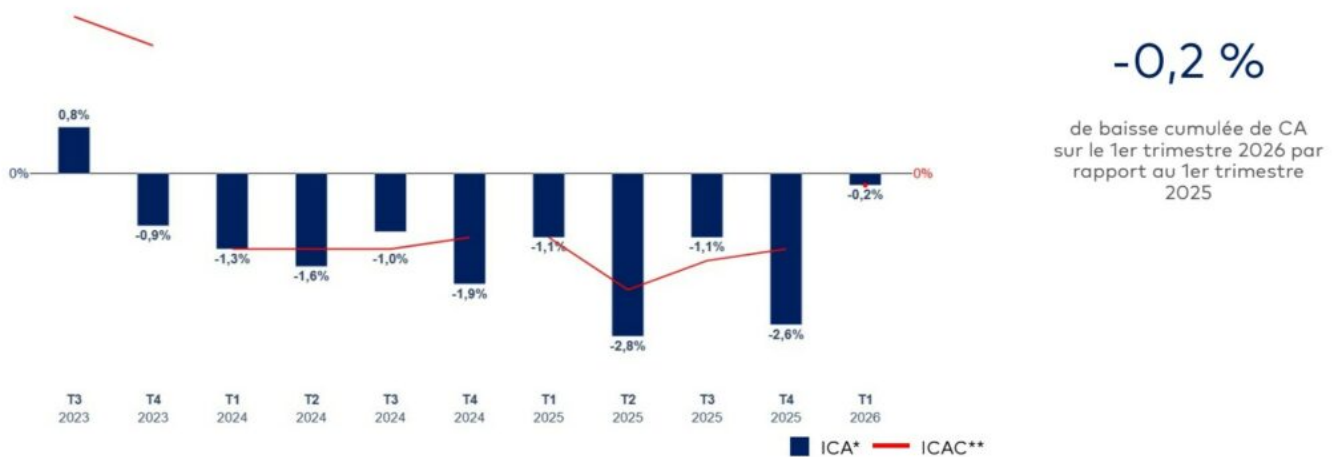


Le Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables de Provence-Alpes-Côte d'Azur vient de dévoiler le baromètre sur l'activité des TPE-PME au 1^{er} trimestre 2026. Les résultats pour la Région Sud ne sont pas bons, y compris pour le Vaucluse, et les perspectives dans un contexte international incertain restent préoccupantes.

« Au premier trimestre 2026, les TPE-PME de Provence-Alpes-Côte d'Azur affichent des résultats en

Ecrit par le 2 juillet 2026

demi-teinte, explique [le Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables de Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) dans le baromètre régional qu'il vient de dévoiler. Leur chiffre d'affaires marque un léger repli de 0,2% en valeur sur la période. Si janvier avait amorcé un signal encourageant, février et mars ont inversé la tendance, avec une baisse qui s'est accentuée en fin de trimestre. »



*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. **L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés.

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

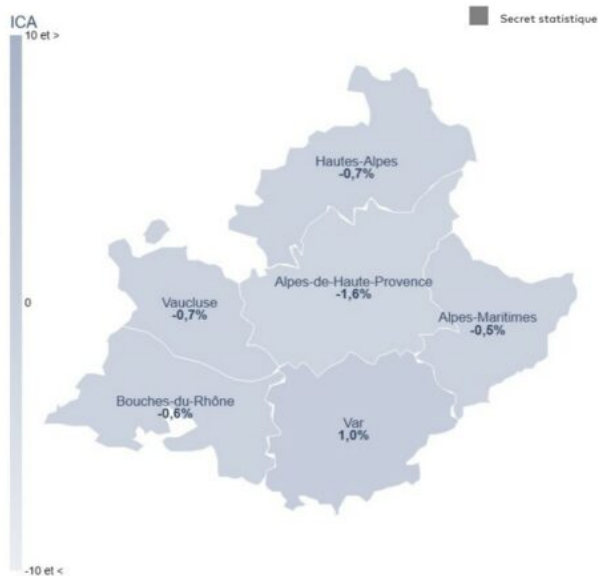
La région Sud à la traîne

La région se classe au 12^e rang national, avec une performance inférieure de 0,6 point à la moyenne française, qui s'établit à +0,4 % de chiffre d'affaires. Les Alpes-de-Haute-Provence accuse la plus forte baisse (-0,6%) tandis qu'à l'inverse, le Var enregistre une hausse de 1%. Dans le même temps, le Vaucluse affiche une baisse de -0,7%.

« Ce tableau est encore assombri par la montée des défaillances d'entreprises : selon le rapport Altares du premier trimestre 2026, elles ont progressé de 8,8%, portant leur nombre à 1 778 sur la région », constate par ailleurs le baromètre des experts-comptables de Paca.

Ecrit par le 2 juillet 2026

La carte de la région



Classement des régions selon l'ICA

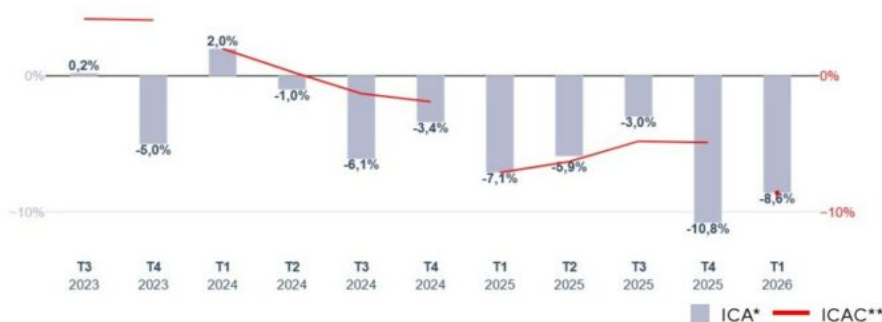
Territoire	ICA (Indice de chiffre)
La Réunion	4,5%
Normandie	1,1%
Auvergne-Rhône-Alpes	0,9%
Bourgogne-Franche-Comté	0,8%
Centre-Val de Loire	0,7%
Grand Est	0,4%
Pays de la Loire	0,3%
Ile-de-France	0,3%
Bretagne	0,2%
Hauts-de-France	0,1%
Occitanie	-0,1%
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	-0,3%
Corse	-0,5%
Nouvelle-Aquitaine	-0,6%

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Le secteur CHR (Cafés hôtels restaurants) dans le dur

La restauration traditionnelle (-7,3%) et les débits de boissons (-8,6%, huitième trimestre consécutif de recul) sont en crise profonde, sous le double effet de la hausse des charges (énergie, loyer, salaires) et d'une consommation des ménages qui se réoriente vers des alternatives moins coûteuses. L'érosion du pouvoir d'achat les pousse à favoriser la restauration rapide, les boulangeries aux restaurants traditionnels.

Activité des débits de boissons en Paca

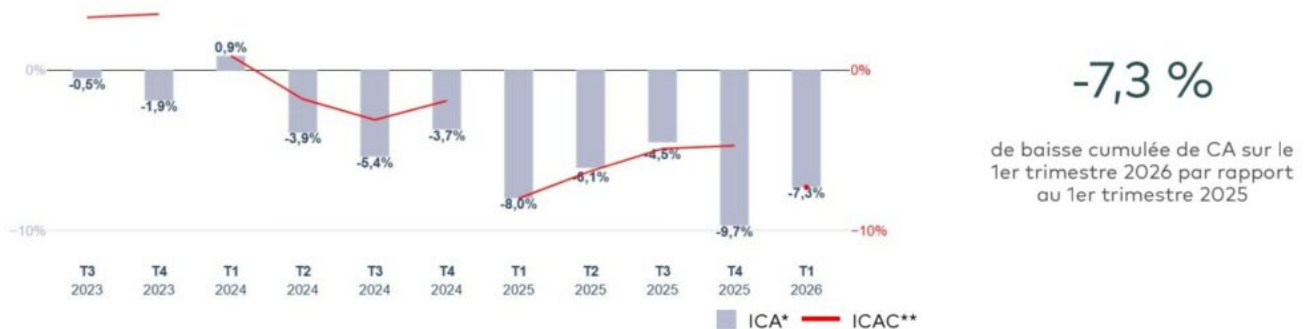


-8,6 %
de baisse cumulée de CA sur le
1er trimestre 2026 par rapport
au 1er trimestre 2025

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Ecrit par le 2 juillet 2026

Activité dans la restauration traditionnelle en Paca



Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Le BTP et l'immobilier sous pression

Dans le même temps la maçonnerie recule de -3,6% au premier trimestre 2026, dans la continuité d'une longue série de trimestres négatifs. [La Capeb](#) confirme un recul d'activité de -1% en ce début d'année (après -1,5% au trimestre précédent), ce qui suggère une légère atténuation mais pas de redressement.

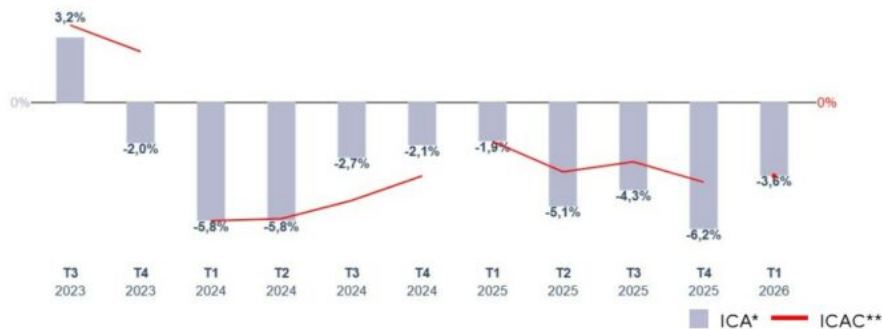
« Les entreprises les plus fragiles ont déjà disparu lors des trimestres précédents. »

Fait notable : le taux de défaillance des entreprises de maçonnerie baisse de 12% selon [Altares](#). Cela peut sembler paradoxal, mais s'explique probablement par un effet de sélection. Les entreprises les plus fragiles ont déjà disparu lors des trimestres précédents.

La plomberie/installation gaz présente un recul plus modéré. Le chiffre d'affaires recule de -0,7%, ce qui en fait le corps de métier le moins touché parmi ceux suivis par la Capeb sur ce trimestre. Les prix continuent d'augmenter légèrement (+0,6% au 4^e trimestre 2025), soutenant partiellement le chiffre d'affaires en valeur.

Activité des travaux de maçonnerie générale et de gros œuvre de bâtiment en Paca

Ecrit par le 2 juillet 2026

**-3,6 %**

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Activité de travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux en Paca

**-0,7 %**

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Le secteur immobilier (voir ci-dessous) voit également son chiffre d'affaires baisser : -2,3% pour les agences. Même si les compromis de vente ont bondi de +36% au 1^{er} trimestre 2026, les taux immobiliers restent élevés (environ 3,22%) et la demande de crédit recule, ce qui ne favorise pas un rebond rapide de la construction. Les ménages ont tendance à reporter leurs projets immobiliers dans un contexte économique incertain et marqué par la crise au Moyen-Orient.

Activité des agences immobilières en Paca

Ecrit par le 2 juillet 2026



-2,3 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Résistance du transport routier, des pharmacies et de l'aménagement paysager

« Les transports de fret de proximité (+2,2%, avec une baisse des défaillances de -17%), les pharmacies (+0,8%), les services paysagers (+1%) et la réparation automobile (+0,4%, portée par le vieillissement du parc et la hausse du panier moyen) tirent leur épingle du jeu, observe le baromètre. Toutefois, des nuances sont à apporter. Côté transports routiers, la forte hausse des prix des carburants consécutive au conflit au Moyen-Orient a logiquement impacté le secteur au 1er trimestre, avec un net repli de son activité. Dans ce contexte, les TPE-PME du secteur voient leurs marges fortement baisser, entraînant des tensions accrues sur leur trésorerie. »

Pour sa part, le secteur de l'entretien et de la réparation de véhicules enregistre, parallèlement à la stagnation de son chiffre d'affaires, une hausse de 4% des défaillances d'entreprises. »

Activité transports routiers de fret de proximité



+2,2 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Ecrit par le 2 juillet 2026

Secteur de l'entretien et de la réparation de véhicules automobiles légers en Paca



+0,4 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

« La dynamique pour les prochains mois est préoccupante : le recul s'est accentué en mars 2026 et le contexte international (conflit au Moyen-Orient, hausse de l'énergie, inflation qui repart à +2,2% en avril) laisse peu de marge de manœuvre pour un rebond rapide, explique [Nicolas Férand](#), président du Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables Paca. Le deuxième trimestre dominé par un temps maussade n'arrangera pas l'activité du secteur CHR, déjà au plus mal. Dans ce climat dégradé, la prudence reste de mise. »

Ecrit par le 2 juillet 2026



Nicolas Férand. Crédit : LinkedIn/DR

« La dynamique pour les prochains mois est préoccupante. »

Nicolas Férand, président du Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables Paca

Facturation électronique : une opportunité pour moderniser les process administratifs ?

« La réforme de la facturation électronique, qui entre progressivement en vigueur à partir de septembre prochain, constitue également un tournant majeur pour les entreprises, poursuit Nicolas Férand. Au-delà de l'obligation réglementaire, c'est une opportunité pour moderniser les process administratifs, fiabiliser les données financières et améliorer le suivi de trésorerie en temps réel. Les entreprises qui anticipent cette transition prendront une longueur d'avance en matière d'organisation et de compétitivité. Nous sommes à leurs côtés pour les accompagner dans cette évolution. »

Laurent Garcia

Ecrit par le 2 juillet 2026

Activité des boulangerie et boulangerie-pâtisserie en Paca

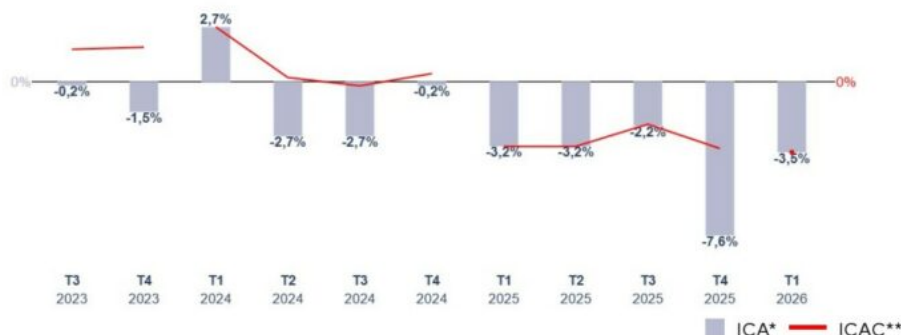


-0,7 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Activité coiffure en Paca



-3,5 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Activité des services d'aménagement paysager en Paca

Ecrit par le 2 juillet 2026



+1 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Activité de commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé en Paca



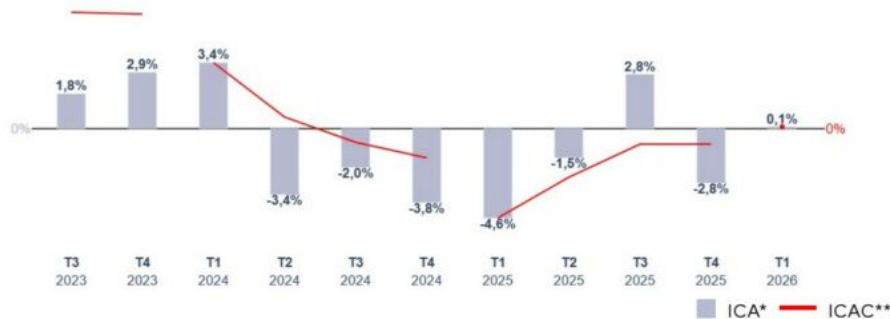
+0,8 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Activité de commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé en Paca

Ecrit par le 2 juillet 2026



+0,1 %

de hausse cumulée de CA sur
le 1er trimestre 2026 par
rapport au 1er trimestre 2025

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

(Vidéo) Deux Vauclusiens forgent leur avenir grâce au microcrédit

Ecrit par le 2 juillet 2026



Marius Dupuy, coutelier de 23 ans à Châteauneuf-du-Pape, et Loubna Hasnaoui Amri, paysagiste à Avignon, figurent parmi les huit lauréats des prix Créadie 2026 décernés fin avril à Marseille par l'Adie. Leurs parcours illustrent comment le microcrédit accompagné permet de transformer une passion ou une reconversion en entreprise viable, là où les circuits bancaires traditionnels ferment leurs portes.

[Marius Dupuy](#), coutelier de 23 ans à Châteauneuf-du-Pape, et [Loubna Hasnaoui Amri](#), paysagiste à Avignon, figurent parmi les huit lauréats des [prix Créadie 2026](#) décernés fin avril à Marseille par l'Adie. Leurs parcours illustrent comment le microcrédit accompagné permet de transformer une passion ou une reconversion en entreprise viable, là où les circuits bancaires traditionnels ferment leurs portes. Le 29 avril dernier, l'Association pour le droit à l'initiative économique (Adie) a distingué huit entrepreneurs de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur lors de la 16^e édition de son concours Créadie. Parmi eux, deux Vauclusiens aux trajectoires singulières : un jeune artisan qui ressuscite l'art de la forge dans un village viticole mondialement réputé, et une ancienne cadre commerciale reconvertie dans l'aménagement paysager.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Châteauneuf-du-Pape : quand le métal épouse le terroir

À seulement 23 ans, Marius Dupuy incarne cette génération d'artisans qui refuse d'attendre. Passionné de forge depuis l'enfance, il découvre l'enclume auprès d'un ami de la famille à Sorgues. Titulaire d'un CAP de ferronnier d'art et d'un diplôme de monteur en bronze, il ouvre aujourd'hui sa Coutellerie du Pape au cœur du village qui a donné son nom à l'un des crus les plus prestigieux de la vallée du Rhône.

Des pièces uniques façonnées à la main

Ses créations, entièrement réalisées à la main, séduisent autant les domaines viticoles locaux que des collectionneurs américains ou australiens. Pour ancrer ses lames dans l'identité du territoire, il récupère du bois de fûts de chêne ayant vieilli les grands crus voisins : une démarche écoresponsable qui confère à chaque couteau une histoire singulière.

Sauter le pas pour se mettre à son compte

Le chemin vers l'installation n'a pourtant rien d'évident. Les banques traditionnelles lui opposent plusieurs refus, invoquant son jeune âge et l'absence de garanties. C'est finalement l'Adie, via son agence d'Avignon, qui débloque la situation en quelques jours. Le microcrédit obtenu lui permet alors de signer son bail et d'aménager son atelier-boutique.

Avignon : des jardins comestibles contre les préjugés

Loubna Hasnaoui Amri a suivi un tout autre itinéraire. Diplômée d'un Bac+5 en gestion, elle travaille dix ans dans le commerce avant qu'une dépression ne la pousse à renouer avec la terre, en écho à ses souvenirs d'enfance à Marrakech. Elle reprend alors des études d'aménagement paysager, termine major de sa promotion, puis se heurte à un secteur où les femmes restent encore rares sur les chantiers.

Ecrit par le 2 juillet 2026



Au 2e plan à droite Loubna Hasnaoui Amri, paysagiste à Avignon et Marius Dupuy, coutelier de 23 ans à Châteauneuf-du-Pape Copyright Adie 2026

Élith Paysages, des jardins à vivre... et à manger

Plutôt que de chercher un employeur, elle fonde Élith Paysages, un prénom composé à partir de ceux de ses deux enfants, Eliana et Leith. Sa signature : des « jardins qui se mangent », où le romarin remplace la pelouse et où les fruitiers dessinent les haies. De Nice à Carcassonne, ses chantiers se multiplient.

Tenir bon malgré les difficultés

En 2025, un déficit de trésorerie de 9 000€ menace pourtant de tout emporter. Une recherche nocturne sur internet la conduit vers l'Adie. Dès le lendemain, un rendez-vous à l'agence avignonnaise lui redonne espoir et le microcrédit accordé stabilise rapidement l'entreprise. Loubna ambitionne désormais de constituer une équipe entièrement féminine afin de démontrer que les femmes ont pleinement leur place dans les métiers du paysage.

Le microcrédit, levier d'insertion et de vitalité territoriale

Ecrit par le 2 juillet 2026

Ces deux parcours vauclusiens s'inscrivent dans une dynamique nationale portée par l'Adie, où chaque euro investi dans le microcrédit accompagné génère près de 5€ de valeur pour la collectivité en deux ans, entre cotisations sociales, fiscalité et retombées économiques locales. En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'association a déjà financé plus de 12 300 entrepreneurs depuis sa création et accompagné 2 049 personnes en 2025.

Assurer la pérennité des entreprises

Les entreprises soutenues affichent un taux de pérennité de 81% à trois ans, preuve que l'accompagnement fait souvent autant la différence que le financement lui-même. Des résultats qui rappellent l'importance d'un modèle capable de transformer des trajectoires individuelles en moteurs de développement local.

Zoom sur les autres lauréats Créadie 2026

Les prix Créadie 2026 ont distingué plusieurs entrepreneurs implantés dans les départements voisins, illustrant la diversité des initiatives soutenues par l'Adie en Provence-Alpes-Côte d'Azur : Dans **les Hautes-Alpes**, la lauréate **Céline Martin** a été distinguée pour un projet conciliant transition écologique, activité économique et impact social. Dans **les Bouches-du-Rhône**, plusieurs entrepreneurs ont également été récompensés, parmi lesquels **Yassine Benaïssa et Sophie Carle**, porteurs de projets de proximité participant à recréer de l'emploi et du lien social dans les quartiers marseillais. **Les Alpes-Maritimes** figurent elles aussi au palmarès avec notamment les initiatives de **Clara Venturi et Nicolas Ferrero**, mêlant artisanat, économie circulaire et innovation locale. Cette diversité géographique et sectorielle témoigne de la capacité du microcrédit à soutenir aussi bien des artisans de village que des entrepreneurs urbains ou des porteurs de projets engagés dans la transition écologique.

Les prix ont été remis à Marseille en présence de plusieurs partenaires de l'Adie, parmi lesquels la Banque Populaire Méditerranée, le Fonds de dotation Biocoop, La France Mutualiste, BNP Paribas et l'Ordre régional des experts-comptables.

Mireille Hurlin

Grand Delta Habitat, la croissance sous contrôle

Ecrit par le 2 juillet 2026



Avec des loyers qui franchissent pour la première fois le seuil des 200M€, un autofinancement en bond de 85% et plus de 415M€ investis en 2025, [Grand Delta Habitat](#) confirme sa montée en puissance. Dans un secteur du logement social encore fragilisé, la première coopérative HLM de France revendique un modèle robuste, fondé sur une discipline financière serrée, une stratégie d'acquisitions opportuniste et une relation bancaire érigée en levier de croissance.

En 2025, la coopérative a porté son chiffre d'affaires à 271,5M€, en progression de 12% sur un an, pour 217,6M€ de loyers hors charges. Un seuil symbolique, presque psychologique, pour un bailleur social qui a longtemps avancé par paliers et franchit désormais un cap : La barre des 200M€ de loyers est tombée ; Celle des 100M€ de marge brute aussi.

Ecrit par le 2 juillet 2026



Maisons individuelles GDH en location Copyright MMH

Une coopérative devenue poids lourd

Cette dynamique n'a rien d'anecdotique. Elle consacre la mue d'un acteur régional devenu, en 60 ans, un groupe structurant du logement social dans le quart sud-est. Créée en 1966, la coopérative -première Coop'HLM de France- gère aujourd'hui 42 430 logements, répartis sur trois régions, sept départements et 208 communes. Elle loge plus de 103 000 personnes, avec 15 agences de proximité et un ancrage particulièrement dense en Provence-Alpes-Côte d'Azur, où elle est le premier bailleur social du Vaucluse et le deuxième de la région.

L'année du basculement

Le millésime 2025 marque un changement d'échelle. Grand Delta Habitat a dégagé 43,6M€ d'autofinancement net HLM, contre 23,6M€ un an plus tôt. Une hausse de 85%, spectaculaire dans un secteur où la moindre marge de manœuvre se conquiert à l'euro près. Rapporté aux produits, cet autofinancement atteint 18,4%, loin au-dessus du seuil d'alerte réglementaire fixé à 3%.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Une combinaison de paramètres

La progression repose sur plusieurs ressorts conjoints : hausse des loyers portée par l'IRL (Indice de référence des loyers), recul de la Réduction de loyer de solidarité (RLS), ralentissement des coûts de construction, baisse du taux du Livret A et montée en régime des opérations d'accession. À cela s'ajoute un pilotage rigoureux des charges, avec un signal particulièrement scruté par les partenaires financiers : malgré 3 055 logements supplémentaires en deux ans, la masse salariale recule par rapport à 2023. Le mot d'ordre ? Produire davantage mais sans gonfler la structure.



Batiment GDH réhabilité Copyright MMH

Casser les plafonds

Grand Delta Habitat résume cette séquence en une formule athlétique : casser les plafonds. L'image n'est pas fortuite. En interne, 2025 est présentée comme l'année où la coopérative a 'franchi le mur' des 100M€ de marges brutes et 'cassé le plafond' des 200M€ de loyers. Une rhétorique de la performance, assumée, qui dit aussi combien la question financière est devenue centrale dans le pilotage du logement

Ecrit par le 2 juillet 2026

social.

Le pari des volumes

La croissance de Grand Delta Habitat ne repose pas uniquement sur la construction neuve. Elle tient, de plus en plus, à une stratégie de diversification des modes de production. En 2025, la coopérative a mis en chantier 871 logements, obtenu 986 agréments, engagé 869 réhabilitations et, surtout, acquis 1 561 logements. Sur deux ans, plus de 3 000 logements ont ainsi été rachetés à d'autres bailleurs sociaux, qui eux souhaitent surtout refaire leur trésorerie.

Le temps de la croissance externe

Ce choix est loin d'être marginal. Il reflète une lecture lucide du marché : Dans un environnement où le neuf reste contraint, où les coûts de sortie pèsent encore lourdement sur les bilans et où certains opérateurs arbitrent leur patrimoine, le rachat devient un outil de croissance à part entière. Grand Delta Habitat s'en sert pour maintenir ses volumes, sécuriser ses objectifs et accélérer son changement d'échelle.

Ecrit par le 2 juillet 2026



Ecrit par le 2 juillet 2026

Habitat intergénérationnel GDH Copyright MMH

Construction et réhabilitation

Au total, 278M€ ont été engagés dans la construction et la réhabilitation, auxquels s'ajoutent 137M€ consacrés aux acquisitions patrimoniales. Soit plus de 415M€ injectés en 2025 dans l'économie des territoires. À l'échelle d'un bailleur social, l'effort est considérable. À l'échelle locale, il fait de la coopérative un investisseur de premier rang.

La banque comme infrastructure invisible

C'est tout l'objet du 'Delt'Apéro Transparence bancaire', rendez-vous désormais bien installé dans la gouvernance de Grand Delta Habitat, pour faire de la pédagogie financière un outil de crédibilité. Le principe ? Exposer aux banques, sans fard, les résultats, les fragilités, les hypothèses et les arbitrages. Un acte de transparence qui n'est pas un exercice de communication mais un mécanisme de sécurisation ; «Aborder la transparence bancaire, c'est confirmer que la confiance n'est pas un mot mais une action », souligne Michel Gontard, président de Grand Delta Habitat, reprenant : « La confiance réciproque constitue l'élément majeur sans lequel aucun de nos projets ne pourraient aboutir. »

Dans le logement social, où le temps long impose des montages complexes et des horizons d'amortissement étendus, la relation bancaire est, finalement, une infrastructure invisible qui conditionne la dette, donc la capacité à bâtir, réhabiliter, acquérir et arbitrer. Grand Delta Habitat en a fait un actif stratégique.

Une signature financière solide

Cet équilibre est conforté par un signal rare dans le monde du logement social : La confirmation, en janvier 2026, de la notation S&P Global Ratings à A+ pour le long terme, avec perspective stable, et A1 pour le court terme. Pour un bailleur, cette notation vaut davantage qu'un label. Elle conditionne la qualité de la signature, rassure les financeurs, fluidifie l'accès au crédit et crédibilise les ambitions d'investissement. En clair ? Elle abaisse le coût du capital et élargit les marges de manœuvre.« À quoi s'ajoute la notation de solidité annuelle délivrée par Standard & Poor's, renouvelée à A+ long terme et A1 court terme, renforcée par une perspective stable», souligne Michel Gontard, qui y voit moins un satisfecit qu'un outil de continuité.

Ecrit par le 2 juillet 2026

  <p>PSLA</p> <p>Rochefort du Gard (30)</p> <p>10 appartements du T2 au T4</p> <p>A partir de 127 500 €</p> <p>Livraison 2027</p>	  <p>BRS</p> <p>Pertuis (84)</p> <p>7 villas T4 et T5</p> <p>A partir de 266 000 €</p> <p>Livraison 2027</p>	  <p>mon terrain</p> <p>Jonquières (84)</p> <p>6 terrains viabilisés</p> <p>A partir de 78 000 €</p> <p>Livraison été 2026</p>
--	---	---

Quelques-uns des futurs projets GDH

Croître, sans se disperser

Grand Delta Habitat avance avec pour ambition de se développer, oui, mais sans se diluer. La coopérative promeut un développement de proximité, adossé à des outils de diversification ciblés : Bail Réel Solidaire (BRS), PSLA (Prêt social location-accession), accession sociale via sa filiale Axédia, foncière coopérative, redynamisation de centres-villes avec Sud Attractivité. Une galaxie d'outils pensée non pour diversifier l'image, mais pour sécuriser les modèles.

Le logement locatif en zone tendue

Plus de 3 300 logements locatifs sont déjà en développement, principalement dans le Var, le Vaucluse, les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes, là où la pression résidentielle reste la plus forte. Objectif ? Poursuivre la croissance, maintenir le volume, absorber les chocs, sans renoncer à la vocation sociale. En creux ? L'ADN de Grand Delta Habitat : faire d'un bailleur social un opérateur capable d'industrialiser sa croissance sans perdre sa légitimité territoriale. En 2025, la coopérative a démontré qu'elle savait changer d'échelle ; Reste désormais à conserver le rythme.

Mireille Hurlin

Ecrit par le 2 juillet 2026



Les Fabriques - Marseille (13)
49 logements // Livraison 2027



Gendarmerie - Vedène (84)
Caserne + 56 logements // Livraison 2027



Sainte Victoire - Trêts (13)
30 logements // Livraison 2028



Rosa Nova - Toulon (83)
25 logements // Livraison 2028



Sumerie - Mandelieu la Napoule (06)
30 logements // Livraison 2028

Quelques-uns des futurs projets GDH

Le Vaucluse a collecté près de 600 000€ pour le Téléthon en 2025

Ecrit par le 2 juillet 2026



La barre symbolique des 100M€ a été franchie en 2025 pour le [Téléthon](#). À l'instar de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les Français se sont montrés plus généreux qu'en 2024.

100 548 314€. C'est la somme totale récoltée en 2025 pour le Téléthon, soit près de 4M€ de plus que l'année précédente. En PACA (en comprenant Monaco), la tendance est la même avec 6 283 398€ récoltés, contre 6 074 439€ en 2024. Les Vauclusiens, eux aussi, se sont davantage mobilisés en 2025, totalisant 596 478€, soit presque 30 000€ de plus qu'en 2024.

Les départements voisins, aux aussi, se sont montrés généreux avec 2 234 102€ récoltés dans les Bouches-du-Rhône, 215 830€ dans les Alpes-de-Haut-Provence, 1 425 451€ dans le Var, 183 878€ dans les Hautes-Alpes, 1 594 441€ dans les Alpes-Maritimes, et 33 218€ à Monaco.

« Forts de votre soutien qui nous permet de renverser la maladie, nous sommes plus déterminés que jamais car, aujourd'hui, se concrétise la promesse faite à nos enfants, aux familles et aux donateurs ! »

Ecrit par le 2 juillet 2026

[Laurence Tiennot-Herment](#), présidente de l'AFM-Téléthon.

Parrainé par Santa, l'édition 2025 voit sa collecte atteindre des sommets. La cagnotte n'avait pas franchi la barre des 100M€ depuis 2008. Le record de plus de 106M€, enregistré en 2006, reste invaincu à ce jour. La 40e édition du Téléthon se tiendra les 4 et 5 décembre prochains. En attendant, il est possible de faire un don à l'association [AFM-Téléthon](#) qui œuvre pour la recherche scientifique et qui accompagne les malades et leurs familles.

Cessation d'activité chez les entrepreneurs, où en est-on en Vaucluse ?



Selon l'étude de l'Observatoire de l'emploi des entrepreneurs réalisée par [Altares](#) et

Ecrit par le 2 juillet 2026

L'association GSC, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur enregistre en 2025 une baisse de 6,9% des pertes d'emploi des chefs d'entreprise. Une amélioration en trompe-l'œil : le niveau reste historiquement élevé. Dans ce paysage régional contrasté, le Vaucluse se distingue à rebours, avec une légère hausse du nombre de dirigeants contraints de cesser leur activité.

Avec 690 chefs d'entreprise ayant perdu leur emploi en 2025, le Vaucluse enregistre une hausse de 1,2%, à contre-courant de la dynamique régionale. Une progression modérée en apparence, mais révélatrice d'un tissu économique fragile. Cette évolution traduit une vulnérabilité structurelle dans ce département qui compte nombre de très petites entreprises. Celles-ci, souvent peu capitalisées, restent particulièrement exposées aux aléas comme la baisse d'activité, l'inflation des charges fixes et les retards de paiement, autant de facteurs fragilisants de modèles économiques déjà contraints.

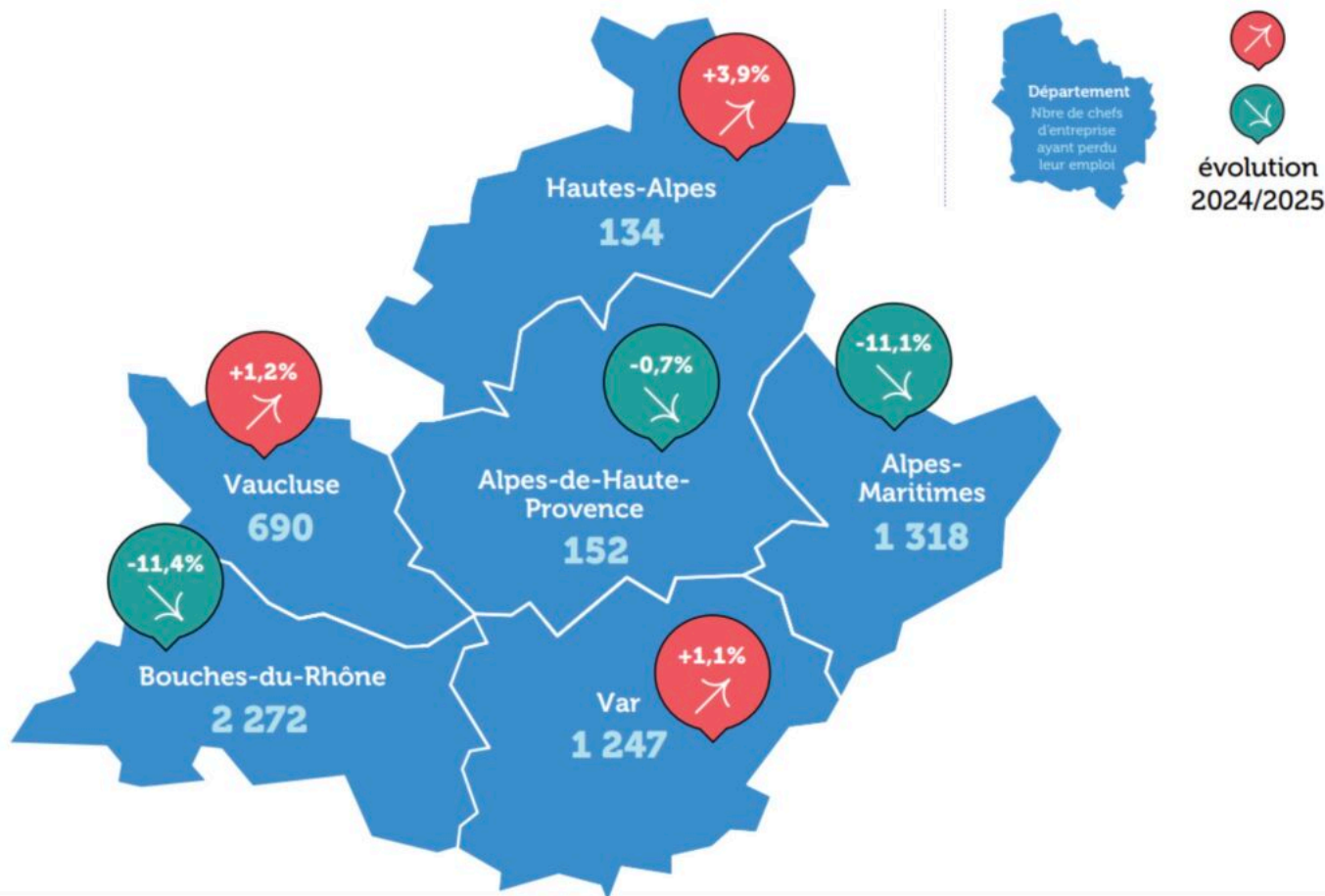
Un département, également, qui résiste

Le contraste est d'autant plus marqué que, dans le même temps, les Bouches-du-Rhône (-11,4%) et les Alpes-Maritimes (-11,1%) affichent des reculs significatifs, concentrant pourtant plus de 60% des pertes d'emploi régionales. Le Vaucluse, à l'instar du Var, apparaît ainsi comme un territoire où les tensions résistent davantage.

Une amélioration régionale à relativiser

Près de 5 813 entrepreneurs ont perdu leur emploi en 2025, en région sud, soit près de 16 dirigeants chaque jour. Si la baisse de 6,9% constitue la plus forte diminution observée en France, elle ne doit pas masquer l'essentiel : le niveau reste historiquement élevé. Après trois années de forte dégradation (+25,4% en 2022, +29,3% en 2023, +19,5% en 2024), le reflux observé en 2025 ressemble davantage à un palier qu'à une véritable reprise. Comme le souligne l'étude, l'environnement économique demeure instable, marqué par une croissance atone, des tensions internationales persistantes et une incertitude politique durable.

Ecrit par le 2 juillet 2026



Copyright Altarès GSC

Construction, commerce : des signaux de répit

Cependant, l'analyse sectorielle fait apparaître quelques éclaircies. La construction recule de 15% en matière de pertes d'emploi, un signal encourageant après plusieurs années de crise, notamment dans l'immobilier. Les professionnels de ce secteur enregistrent même une chute spectaculaire des défaillances (-56,3%), signe d'un ajustement après un choc brutal post-Covid. Le commerce suit la même tendance, avec une baisse de 11,6%, tirée par le commerce de détail (-15,8%) et l'automobile (-10%).

Les secteurs qui repartent

Mais ces améliorations restent fragiles. L'hôtellerie-restauration repart légèrement à la hausse (+1,5%), portée par les difficultés persistantes de la restauration, tandis que les services aux particuliers explosent (+16%), notamment dans la coiffure et les soins de beauté. Des secteurs très présents dans les centres urbains vauclusiens.

TPE : le cœur du risque économique

Le constat le plus marquant demeure celui de la vulnérabilité des très petites entreprises. Près de 7

Écrit par le 2 juillet 2026

dirigeants sur 10 touchés étaient à la tête de structures de moins de trois salariés. Ce chiffre éclaire sur la situation du Vaucluse, dont le tissu économique repose largement sur ces micro-entreprises. Faible capacité d'investissement, dépendance à une clientèle locale, difficulté à absorber les chocs : les marges de manœuvre sont réduites. À cela s'ajoute un facteur humain souvent sous-estimé. Comme le souligne Altares, les cinq dernières années ont « épuisé les ressources morales et financières » des dirigeants. En 2025, près de 61 500 entrepreneurs ont liquidé leur entreprise en France, un record.

2026, une année complexe

Les premiers signaux de 2026 ne laissent guère entrevoir d'amélioration rapide. Plus de 6 400 défaillances ont été enregistrées dès janvier au niveau national, c'est un nouveau pic. Derrière la stabilité apparente des chiffres régionaux, la réalité vauclusienne rappelle que la reprise reste fragile, inégale et profondément liée à la structure même du tissu économique. Ainsi, l'accompagnement des dirigeants demeure primordial en facilitant la prévention des risques, l'accès à l'information, en indiquant les dispositifs de protection. Car chaque défaillance entrepreneuriale fragilise un équilibre collectif pourtant vital à la dynamique de l'économie locale.

Mireille Hurlin

Provence-Alpes-Côte d'Azur, L'Apave recrute à grande échelle

Ecrit par le 2 juillet 2026



L'Apave, groupe spécialisé dans la maîtrise des risques annonce 133 recrutements en région Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2026, dont une part significative en Vaucluse. Une dynamique portée par un plan stratégique ambitieux et des métiers au cœur des transitions industrielles et environnementales.

Peu connu du grand public, le groupe Apave est pourtant omniprésent dans la vie économique. Inspection d'ascenseurs, contrôle d'installations industrielles, certification d'équipements, formation à la sécurité, audit énergétique ou cybersécurité : l'entreprise intervient partout où le risque doit être anticipé, maîtrisé et réduit.

Un acteur discret, mais essentiel de la sécurité quotidienne

Fondé il y a plus de 150 ans, l'Apave intervient dans la prévention des risques techniques, humains, environnementaux et numériques. Son rôle ? Garantir la sécurité des personnes, des infrastructures et des organisations. L'Apave change d'échelle pour mieux intervenir dans les risques industriels, climatiques, numériques... et, de fait, annonce pour 2026 un vaste plan de recrutements : 2 800 postes à pourvoir dans le monde ; 1 700 recrutements en France ; 1 100 à l'international ; 133 postes en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont 93 en Contrats à durée indéterminée.

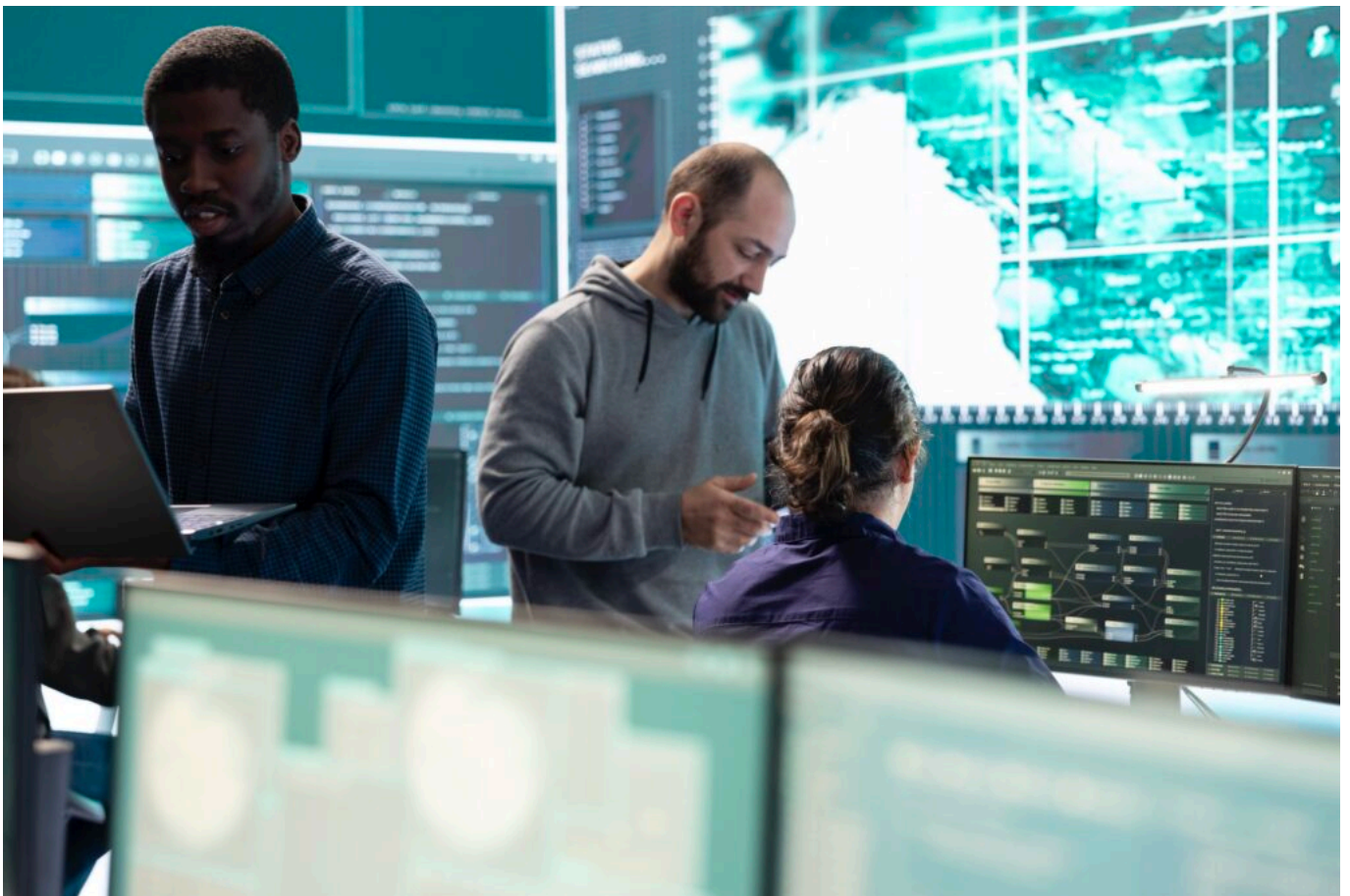
Ecrit par le 2 juillet 2026

Le Plan Amplify 2030

Une dynamique qui s'inscrit dans le plan stratégique Amplify 2030, visant à porter le chiffre d'affaires du groupe à 3 milliards € d'ici 2030, contre près de 1,9 milliard en 2025. En cinq ans, l'Apave a déjà doublé de taille, notamment grâce à une trentaine d'acquisitions ciblées, confirmant une stratégie de croissance externe offensive.

Des métiers au cœur des grandes transitions

Derrière ces recrutements, des besoins très concrets, avec des profils variés, du jeune diplômé à l'expert confirmé, sur des métiers en forte tension comme ingénieurs en environnement et ICPE (installation classée pour la protection de l'environnement) inspecteurs en contrôle technique du bâtiment et des infrastructures, experts en cybersécurité, consultants en prévention des risques professionnels, spécialistes de l'efficacité énergétique... Autant de compétences directement liées aux mutations en cours : décarbonation de l'économie, sécurisation des infrastructures critiques, transformation numérique ou encore performance énergétique. Des métiers techniques, somme toute très liés aux enjeux de société.



Copyright Freepik

Ecrit par le 2 juillet 2026

Avignon et le Vaucluse, un ancrage opérationnel stratégique

En région Paca, et notamment en Vaucluse, l'Apave dispose d'un maillage territorial dense, avec des agences qui interviennent auprès des entreprises industrielles, des collectivités et des acteurs du bâtiment. À Avignon, les équipes locales jouent également un rôle clé dans le contrôle technique des constructions neuves ou en rénovation, l'inspection d'équipements industriels : électricité, levage, pression, l'accompagnement réglementaire des entreprises, la formation à la sécurité et à la prévention des risques professionnels. Cette proximité permet à l'Apave d'intervenir sur des projets structurants du territoire, qu'il s'agisse d'infrastructures publiques, de zones d'activités ou de sites industriels. Dans un département comme le Vaucluse, ses activités s'exercent en agriculture, dans la logistique, l'industrie, le tourisme...

Former, accompagner, fidéliser : une stratégie de long terme

En plus du recrutement, le groupe mise sur la fidélisation et l'évolution des compétences. Ainsi, chaque année, plus de 250 alternants ont été recrutés en France, dont une quinzaine en Paca, avec un taux d'embauche à l'issue de la formation avoisinant 50%. Egalement, près d'un tiers des postes pourvus en 2025 l'ont été en interne, et des parcours internationaux ont été menés dans près de 60 pays. La gestion du risque n'est plus une contrainte réglementaire, mais est devenue un facteur de compétitivité et la métamorphose des métiers techniques est au cœur des enjeux économiques contemporains.

L'Apave, un acteur clé de la sécurité en Vaucluse

À Avignon, et plus largement en Vaucluse, l'agence de l'Apave intervient sur des missions à forte valeur ajoutée, au croisement des enjeux de sécurité, de conformité réglementaire et de performance des installations. Concrètement, les équipes vauclusiennes accompagnent les maîtres d'ouvrage, les collectivités et les entreprises sur plusieurs fronts : contrôle technique des bâtiments, vérification des installations électriques et des équipements industriels, audits de conformité, prévention des risques professionnels ou encore formations réglementaires à la sécurité au cœur de zones logistiques, du tissu industriel, de l'agriculture spécialisée, des infrastructures touristiques...

Au cœur des transitions

L'agence d'Avignon joue également un rôle croissant dans l'accompagnement des transitions en cours. Performance énergétique des bâtiments, conformité environnementale des installations classées (ICPE), ou encore sécurisation des systèmes face aux risques numériques : autant de sujets qui montent en puissance et sur lesquels les entreprises locales sont de plus en plus attendues.

Les infos pratiques

Groupe Apave. Agence Apave Avignon. Recrutements : 133 postes en région Paca en 2026 (dont 93 CDI).

Candidatures : <https://www.apave.com/fr-FR/Nous-rejoindre/Mon-parcours-ma-carriere>. <https://www.apave-emplois.com>

Mireille Hurlin

Bâtiments circulaires : l'appel à projets international est lancé



La 6^e édition des **Trophées Bâtiments Circulaires** est officiellement ouverte. Porté par le Booster du Réemploi avec le réseau Construction21, ce concours international récompense les réalisations immobilières qui intègrent le réemploi de matériaux et la conception circulaire. Dans un secteur du bâtiment responsable de 240 millions de tonnes de déchets chaque année en France, l'initiative vise à promouvoir des solutions concrètes pour réduire l'empreinte

Ecrit par le 2 juillet 2026

environnementale de la construction. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 31 mai 2026.

Face aux défis environnementaux, le secteur de la construction amorce une transformation profonde. En France et en 2024, le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics a généré environ 240 millions de tonnes de déchets, représentant près de 70% de la production totale de déchets du pays selon [l'INRS](#) (Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles) et dont seulement 1% est réemployé, ce qui en fait l'un des secteurs les plus consommateurs de ressources naturelles. Enfin, l'essentiel de ces volumes provient des travaux publics (routes, terrassements, infrastructures).

Les Trophées Bâtiments Circulaires

Les Trophées Bâtiments Circulaires, créés il y a six ans avec plus de 160 projets déjà présentés, valorisent les opérations immobilières qui s'engagent dans le réemploi plutôt que la démolition et réutiliser plutôt que produire. L'initiative est portée par le [Booster du Réemploi](#), un programme créé en 2020 pour accélérer l'usage de matériaux réemployés dans les projets immobiliers, en partenariat avec [Construction21](#), réseau international dédié à la construction durable. L'objectif ? Démontrer que le réemploi de matériaux et la conception circulaire peuvent s'intégrer dans des opérations immobilières classiques, qu'il s'agisse de bâtiments neufs ou de réhabilitations.

Donner une seconde vie

Cette approche consiste à donner une seconde vie aux matériaux issus de chantiers de déconstruction ou de rénovation : menuiseries, structures métalliques, revêtements, équipements techniques... En limitant l'extraction de nouvelles ressources et la production de déchets, ces pratiques contribuent directement à réduire l'empreinte carbone du secteur du bâtiment. Elles s'inscrivent également dans un cadre réglementaire qui évolue rapidement, notamment avec [la loi AGECE](#) (Anti-gaspillage pour une économie circulaire) et la [réglementation environnementale RE2020](#), qui encouragent la sobriété matérielle et la réduction de l'impact environnemental des constructions.

Des projets exemplaires et reproductibles

Les candidatures peuvent concerner des bâtiments, infrastructures ou aménagements extérieurs, qu'ils soient neufs ou réhabilités. Le concours est ouvert aux projets réalisés en France, Belgique, Suisse, Luxembourg et Québec, à condition qu'ils soient livrés avant le 31 mai 2026. Les dossiers seront examinés par un jury pluridisciplinaire réunissant maîtres d'ouvrage publics et privés, architectes, ingénieurs, cabinets de conseil et experts du réemploi. Les noms des lauréats seront révélés lors d'une remise des prix prévue en novembre prochain.

Mireille Hurlin

Ecrit par le 2 juillet 2026

Inégalités d'argent de poche : PACA parmi les régions les plus égalitaires de France



L'égalité s'apprend-elle... ou se chiffre-t-elle ? Derrière les tirelires des adolescents, une réalité demeure : les filles et les garçons ne sont pas logés à la même enseigne. À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, la 6^e édition du baromètre 'Argent de poche et inégalités' du Teenage Lab by [Pixpay](#) révèle une disparité encore bien ancrée année après année.

Une volonté d'égalité... mais une réalité différente

Les inégalités commencent dès l'enfance, et se creusent d'année en année. Bien que les parents prévoient des montants d'argent de poche régulier équivalents entre les filles et les garçons, des écarts apparaissent au niveau des extras perçus par ces derniers. Les filles reçoivent en moyenne 9€ en moins

Ecrit par le 2 juillet 2026

par mois par rapport aux garçons. Une différence plus importante que l'année précédente où l'écart était de 6,7€ en faveur des garçons. Cette tendance se creuse chez les 16-17 ans : les garçons perçoivent en moyenne 141,1€, soit près de 19€ de plus que les filles (122€). Un écart annuel moyen de 229€ (vs 186€ en 2025).

Les filles demandent, les garçons empochent

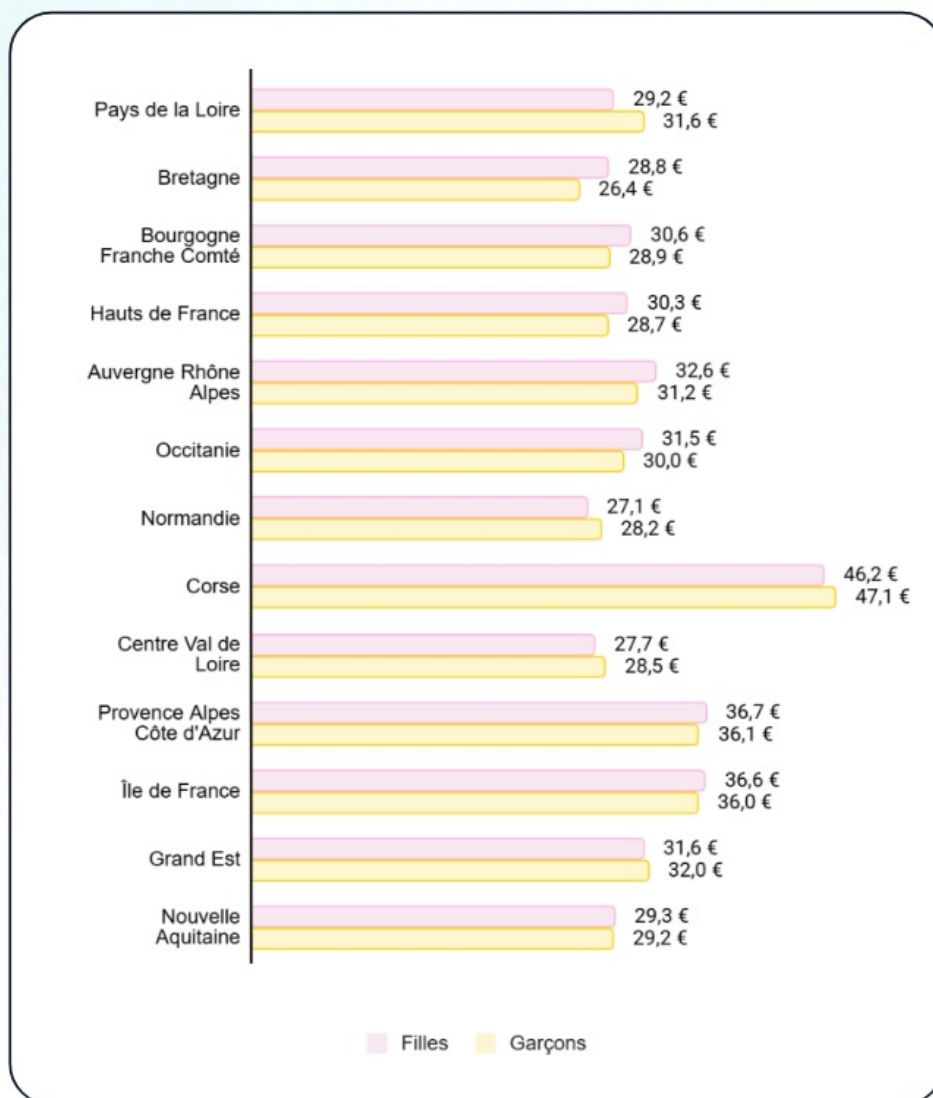
Derrière les chiffres de l'argent de poche, une dynamique intéressante se reconfirme entre filles et garçons. 58% des demandes de rallonges proviennent des filles, mais les garçons (42% des demandes de rallonges) demandent des montants légèrement plus élevés à leurs parents (34€ contre 32€). Une tendance similaire à l'année précédente au niveau des demandes de rallonges, mais avec une légère augmentation des montants demandés (29,7€ pour les filles, 31,1€ pour les garçons en 2025). Ces données montrent ainsi que, même s'ils sollicitent moins souvent leurs parents, les garçons se montrent plus audacieux dans les montants qu'ils demandent.

Les filles prennent les devants pour gagner davantage

La fonctionnalité « Missions » de l'application révèle une tendance : cette année, 59% des adolescents ayant demandé une mission rémunérée sont des filles, contre 41% de garçons. Un signal fort qui montre qu'elles n'hésitent pas à s'engager activement pour compléter leur argent de poche.

« Pour cette 6e édition, le constat est clair : malgré des intentions parentales équitables, les écarts d'argent de poche entre filles et garçons persistent et se creusent à l'adolescence. Ces différences, en apparence anodines, constituent en réalité les premières marches d'inégalités qui se prolongent à l'âge adulte. L'argent de poche façonne le rapport à l'autonomie, à la négociation et à la valeur que l'on s'accorde. Si nous voulons une société plus égalitaire demain, c'est dès l'adolescence qu'il faut agir pour corriger ces écarts », souligne [Caroline Ménager](#), cofondatrice de Pixpay.

Ecrit par le 2 juillet 2026



Argent de poche mensuel moyen reçu par genre et par région de l'écart le plus grand à l'écart le plus faible. ©Pixpay